



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# Conseil exécutif

Deux cent-cinquième session

## 205 EX/28

PARIS, le 7 septembre 2018  
Original anglais

### Point 28 de l'ordre du jour provisoire

#### PALESTINE OCCUPÉE

##### Résumé

Le présent document est soumis en application de la décision 204 EX/25, par laquelle le Conseil exécutif a décidé d'inscrire le point intitulé « Palestine occupée » à l'ordre du jour de sa 205<sup>e</sup> session. Il rend compte de l'évolution de la situation depuis la 204<sup>e</sup> session du Conseil exécutif.

Il n'y a aucune incidence financière ou administrative.

Action attendue du Conseil exécutif : décision proposée au paragraphe 18.



Job: 201801664

### **Sous-point I : « Jérusalem »**

1. La Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts, site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et sur la Liste du patrimoine mondial en péril, est la ville sainte de trois religions monothéistes – le judaïsme, le christianisme et l'islam. L'importance historique, culturelle et spirituelle de Jérusalem, en tant que microcosme de la diversité de l'humanité, constitue en soi un appel au dialogue.

2. Conformément aux décisions pertinentes du Conseil exécutif et du Comité du patrimoine mondial, adoptées sans débat, sur la base d'un consensus, par les deux organes directeurs depuis octobre 2017, l'UNESCO s'est efforcée de favoriser les échanges entre les experts israéliens, palestiniens, jordaniens et du Waqf en ce qui concerne la protection de la Vieille Ville de Jérusalem et de ses remparts, notamment afin de faciliter la mise en œuvre de la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem ainsi que la tenue d'une réunion d'experts de l'UNESCO sur la Rampe des Maghrébins. Au moment de la rédaction du présent document, la mission de suivi et la réunion d'experts n'avaient pas pu avoir lieu.

3. À la suite de la signature, en décembre 2011, d'un accord entre l'UNESCO et le Gouvernement norvégien relatif au projet intitulé « Assurer la durabilité du Centre pour la restauration des manuscrits islamiques du Haram al-Sharif à Jérusalem », l'UNESCO a prêté son concours au Centre de restauration du musée afin de renforcer les capacités de son personnel en matière de préservation des manuscrits islamiques. Depuis le lancement du projet, 10 membres du personnel du Centre ont obtenu un poste permanent et 14 modules d'apprentissage ont été mis en œuvre. Plus de 1 538 heures de formation aux techniques de conservation et de restauration ont ainsi été dispensées, en plus des visites de centres de restauration organisées à Paris et à Florence en 2013. Le projet a également permis de doter le Centre d'équipements et de matériel de conservation. L'UNESCO a mené sept missions de suivi et de consultation pendant la période de mise en œuvre du projet. Les parties prenantes examinent actuellement la possibilité d'engager une nouvelle phase du projet.

4. Le projet « Sauvegarde, rénovation et revitalisation du Musée islamique du Haram al-Sharif et de sa collection », financé par l'Arabie saoudite, est actuellement en suspens dans l'attente de fonds supplémentaires pour achever l'organisation muséographique et scénographique proposée, laquelle avait été approuvée en mars 2015 par les autorités du Waqf. Une mission de suivi a eu lieu en juin 2015. La réouverture du musée dépendra de la disponibilité de fonds supplémentaires et est prévue pour après 2018.

### **Sous-point II : « Reconstruction et développement de Gaza »**

#### ***Éducation***

5. Le début de l'année 2018 a marqué le déclenchement d'une crise financière sans précédent pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui scolarise plus de 240 400 enfants dans 252 écoles UNRWA dans la bande de Gaza. Cette crise compromet fortement la fourniture des deux services de base que sont l'éducation et l'assistance santé, ainsi que l'aide humanitaire d'urgence, aux près d'1 million de personnes qu'abrite la bande de Gaza. Si des fonds suffisants ont été mis de côté pour terminer l'année scolaire 2017-2018 et assurer d'autres services fondamentaux pendant l'été, les graves pénuries financières qui touchent le budget de l'UNRWA pourraient avoir des incidences sur le bon déroulement de l'année scolaire 2018-2019.

6. Suite aux récents événements, la situation humanitaire dans la bande de Gaza se détériore progressivement, et les besoins humanitaires et de développement sont en nette augmentation. Le blocus qui sévit depuis 10 ans, la fracture politique intrapalestinienne et la pénurie d'électricité, avec des coupures de courant de 16 heures par jour, entravent fortement la fourniture de services de base dans la bande de Gaza, notamment des services éducatifs. L'accès à l'éducation de pas moins

de 450 000 enfants est actuellement en péril à Gaza, la pénurie d'électricité limitant le nombre d'heures d'étude pour les élèves, ce qui contribue à faire augmenter le taux d'abandon scolaire. Un certain nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur vulnérables s'en trouvent eux aussi affectés, privés d'études du fait de la dégradation de la situation économique et faute d'un environnement d'apprentissage où ils soient en sécurité.

7. Afin de permettre la réalisation des cibles de l'ODD 4 liées à l'éducation inclusive et à l'éducation de qualité en amont des situations d'urgence et dans la période qui les suit, l'UNESCO, en qualité de conseiller technique auprès du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, contribue à mieux sécuriser les environnements d'apprentissage en mettant en place des systèmes éducatifs inclusifs, réactifs et résilients, afin de répondre aux besoins des enfants et des jeunes dans la bande de Gaza.

8. Pendant la période considérée, l'UNESCO a continué d'apporter son soutien au Ministère en renforçant les capacités de 451 enseignants et directeurs de 14 écoles publiques de Gaza concernant l'utilisation des principes de l'éducation inclusive en milieu scolaire, en vue de contribuer à la fourniture d'une éducation de qualité en situation d'urgence.

9. Actuellement, l'UNESCO s'attache à tailler ses interventions sur mesure afin de répondre aux besoins socioéconomiques des étudiants de l'enseignement supérieur vulnérables à Gaza, notamment en proposant des exonérations de frais et un renforcement des capacités dans les domaines des TIC et de l'éducation inclusive. Cependant, ces interventions dépendent de la disponibilité de fonds extrabudgétaires, que l'UNESCO s'emploie à mobiliser dans un contexte global, ces dernières années, de baisse constante de l'aide financière internationale en faveur de la Palestine.

### **Culture**

10. Dans le cadre du Fonds international pour la promotion de la culture (FIPC), l'UNESCO a apporté son soutien à une série de spectacles, d'ateliers d'écriture et de représentations de danse et de théâtre contemporains axés sur la résilience dont fait preuve la population de Gaza dans la situation de conflit prolongé à laquelle elle est confrontée. Plus de 40 jeunes ont bénéficié des ateliers, tandis que 100 jeunes ont assisté aux répétitions et été invités à échanger leur point de vue sur les questions abordées. Présentées dans plus de 40 lieux à Gaza devant des milliers de spectateurs, ainsi qu'en retransmission directe à Amsterdam, les représentations ont été suivies de discussions animées avec les publics de jeunes, ce qui a ouvert la voie au dialogue et à la réflexion. L'un des principaux objectifs de cette activité, menée en mars 2018, était de mettre le doigt sur les stéréotypes et les préjugés de genre à travers la danse et le théâtre comme formes d'expression artistique propres à l'innovation.

11. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial de 1972 de l'UNESCO, de la Convention du patrimoine mondial en Palestine et dans le prolongement concret du plan de relèvement issu de l'évaluation détaillée des besoins réalisée après le conflit de 2014 à Gaza, l'UNESCO a commencé la mise à jour du registre et inventaire national des sites du patrimoine culturel palestinien dans la bande de Gaza. Cette mise à jour devrait être terminée d'ici à la fin de l'année 2018.

### **Communication et information**

12. On trouvera des informations sur l'action de l'UNESCO dans ce domaine dans le document 205 EX/29, intitulé : « Application de la résolution 39 C/55 et de la décision 204 EX/26 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ».

### **Égalité des genres**

13. Dans le cadre de la campagne internationale en faveur des femmes menée durant la semaine

du 1<sup>er</sup> au 8 mars 2018, diverses activités ont été organisées en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem ; le 8 mars, les partenaires internationaux pour le développement de la Palestine ont ainsi lancé la campagne conjointe *She Leads the Way* (« Elle montre la voie ») à l'occasion de la Journée internationale de la femme, dont le thème pour 2018 était : « L'heure est venue : les activités rurales et urbaines transforment la vie des femmes ». L'UNESCO et la représentation norvégienne auprès de l'Autorité palestinienne ont conjointement organisé une visite dans la communauté bédouine de Ras Al-Awja, dans la Vallée du Jourdain. Une autre visite a parallèlement été organisée à Beit Lahia, village du nord-ouest de la bande de Gaza majoritairement peuplé de petits agriculteurs. À Ras Al-Awja, où les habitants dépendent principalement du bétail et de leur petite production alimentaire, qui leur assure un revenu sur le marché palestinien local, les visiteurs ont eu l'occasion de participer aux activités quotidiennes des femmes bédouines comme la fabrication du pain, du beurre et du fromage. À Beit Lahia, les visiteurs ont pu faire l'expérience de la saison des fraises en participant à leur récolte aux côtés des femmes cultivatrices.

14. Dans le cadre de la campagne internationale conjointe d'une semaine mentionnée ci-dessus (*She Leads the Way*), l'UNESCO a organisé une représentation théâtrale et une exposition d'art à Gaza. Les deux manifestations ont rassemblé des femmes et des hommes des zones rurales, ainsi que des représentants d'universités, d'organisations de jeunes et de femmes, et d'organisations internationales. Les histoires de femmes mises en scène montraient le pouvoir de transformation des Palestiniennes plutôt que de présenter la femme dans le rôle de victime de la violence. Après le spectacle, un débat sur les droits des femmes a eu lieu.

15. On trouvera de plus amples informations sur les activités de l'UNESCO en faveur des femmes et des jeunes dans le document 205 EX/29, intitulé : « Application de la résolution 39 C/55 et de la décision 204 EX/26 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ».

**Sous-point III : « Les deux sites palestiniens d'Al Haram Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches à Al-Khalil/Hébron et de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem »**

16. Suite à l'inscription de la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil sur la Liste du patrimoine mondial, ainsi que sur la Liste du patrimoine mondial en péril, à la 41<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial (juillet 2017), le Secrétariat a reçu une demande d'assistance internationale de la part de la Palestine le 30 octobre 2017. Cette demande a été approuvée par le Comité à sa 42<sup>e</sup> session, qui s'est tenue à Manama (Bahreïn) du 24 juin au 4 juillet 2018.

17. Par ailleurs, l'état de conservation de la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil a été examiné par le Comité du patrimoine mondial qui, à sa 42<sup>e</sup> session, a décidé sans débat et sur la base d'un consensus (décision 42 COM 7A. 28) de maintenir la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

**Décision proposée**

18. Le Conseil exécutif souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

Le Conseil exécutif,

1. Rappelant ses décisions antérieures relatives à la « Palestine occupée »,
2. Ayant examiné le document 205 EX28,
3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 206<sup>e</sup> session, et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

**ANNEXE**

Au cours de la période considérée, le Secrétariat a reçu la correspondance ci-après en rapport avec le présent point :

<b>Date</b>	<b>De</b>	<b>Objet</b>
12 juillet 2018	Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO	Vieille ville d'Al-Khalil/Hébron
5 septembre 2018	Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO et Mohammed S. Hindawi, Chargé d'affaires p.i., délégation permanente de la Jordanie auprès de l'UNESCO	Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts